

- 1 octobre 2012
- par Marie Marty

Comment « écolo » est devenu un gros mot



En 2012, 17 élus de la CUS, dont les écologistes, ont voté contre la subvention au rallye de France-Alsace (Flickr / WRC France 2011 - Village / Shiaduk)

Fessenheim, grand hamster, GCO, antennes relais, rallye... L'actualité alsacienne et strasbourgeoise est truffée de dossiers qui touchent de près les thématiques de prédilection des élus écologistes, mais aussi des associations de protection de l'environnement. Or depuis l'accession des écologistes au gouvernement, les positions des élus UMP voire PS se sont radicalisées : « écolo » est devenu un gros mot, alors que l'écologie est dans tous les discours.

[Alsace Nature](#) n'en est plus à son premier chantage aux subventions. Mais l'association, qui en fédère une centaine d'autres dont plusieurs dans la CUS ([Opale](#) à Ostwald, l'[Apele](#) à Lingolsheim ou l'[ADIR](#) à la Robertsau...) et représente quelque 25 000 personnes en Alsace, note la nouveauté dans la méthode : en quatre mois, trois communautés de communes (Alsace Bossue, Petite-Pierre et Rosheim) ont voté des motions demandant au Conseil général du Bas-Rhin de suspendre « le versement de subvention et donc l'argent public aux associations qui intentent des procès aux collectivités locales qui doivent dépenser de l'argent pour défendre leurs projets ».

L'attaque est signée par des élus ruraux concernés par des recours déposés par Alsace Nature. Ces procédures hypothèquent bien souvent des projets routiers ou immobiliers, parce qu'ils toucheraient ici une zone naturelle jugée intéressante, là quelques terriers de grands hamsters. Ces recours sont mal vécus de façon générale, puisqu'ils arrivent au terme d'échanges déjà tendus entre les parties. Mais en période de crise économique, ils sont perçus par les porteurs de projets comme une trahison. Un peu comme si Alsace Nature refusait « l'union sacrée » face à la crise.

La fédération d'associations martèle pourtant que ce n'est pas elle qui annule tel ou tel projet, mais que c'est la justice qui statue, rien n'y fait. Ainsi, la récente décision du tribunal sur les [déposes en hélicoptère de VIP en zone de montagne](#) lors du rallye 2011 a beau rappeler l'évidence : les zones de

montagnes ne doivent pas être piétinées par des hélicoptères pour que certains privilégiés évitent les parkings, aucun élu de ces fameuses zones ne s'est félicité de cette décision.

Les écologistes aux commandes gênent

Et encore, les écologistes sont à peu près tolérés lorsqu'ils n'ont aucun pouvoir. Mais depuis l'élection de François Hollande et l'application de l'accord entre le PS et EELV pour les élections législatives, plusieurs décisions chères aux écolos ont été prises et concernent directement l'Alsace. [La centrale de Fessenheim devrait fermer en 2016](#), contre l'avis – entre autres – du président UMP du Conseil régional, l'ex-ministre Philippe Richert mais aussi de certains socialistes, dont le ministre Arnaud Montebourg. Les écologistes ont toujours ferraillé dur contre le Grand contournement ouest de Strasbourg ([GCO](#)). Tant qu'ils étaient dans l'opposition, très bien. Mais depuis que cette nouvelle autoroute a officiellement été abandonnée depuis l'été, voilà que [le monde économique et la droite bas-rhinoise se réveillent et appellent au référendum et au retour des études](#). Quant à l'[arrêté pris en août, instaurant des zones de sauvegarde étendues du grand hamster](#) pour éviter la sanction européenne, il a été abondamment présenté comme un frein au développement économique.



Le GCO aurait permis, selon ses promoteurs, de désengorger l'A35 qui passe dans Strasbourg (Photo Pascal Bastien)

Autant de sujets qui opposent depuis toujours la droite alsacienne aux protecteurs de l'environnement, qu'ils soient engagés dans le milieu associatif ou en politique. Du côté des élus Verts, on ne nie pas l'évidence d'un durcissement des positions, surtout une semaine après [le vote « non » du Conseil fédéral d'EELV au « traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » \(TSCG\)](#) et les réactions qu'il a suscitées au niveau national.

Est-ce parce que dans les campagnes, les écologistes sont les seuls à se battre contre les élus sans étiquette ou de droite, comme le pensent certains élus Verts ? Est-ce parce que depuis la création d'Europe-Ecologie, incluant des militants environnementalistes dans l'engagement politique, la différence entre un défenseur de l'environnement et un militant d'EELV est devenue encore plus difficile à faire ? Peut-être un peu de tout ça.

EELV sur un siège éjectable à Strasbourg

A Strasbourg, les écologistes sont aussi montrés du doigt. Sur le [Rallye, les antennes relais](#) téléphoniques, la [requalification des Bains municipaux](#) ou celle de [la manufacture des tabacs](#), ils ont fait entendre une voix dissonante au sein de la majorité municipale. Sur les [baignades en zones naturelles](#), les échanges en août ont été très violents entre Robert Herrmann (PS) et Eric Schultz (EELV). S'il a la sensation d'être sur un siège éjectable, ce dernier ne croit plus que le maire « appuiera sur le bouton ».

Et l'élu d'acter que pour la droite alsacienne comme pour une partie des socialistes, le qualificatif « écolo » a aujourd'hui « une connotation négative ». Un comble, quand tous les élus aujourd'hui, du maire de Strasbourg Roland Ries au président de région Philippe Richert, en passant par l'ex-édile Fabienne Keller, intègrent l'écologie dans leurs discours et se font les chantres du développement durable. Par pur opportunisme électoral ? Les élus auraient donc trouvé au moins une vertu à s'allier aux écologistes, faire gagner les élections.